



ECA/SRDC - CA /TC/98/04

Original : FRANCAIS

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

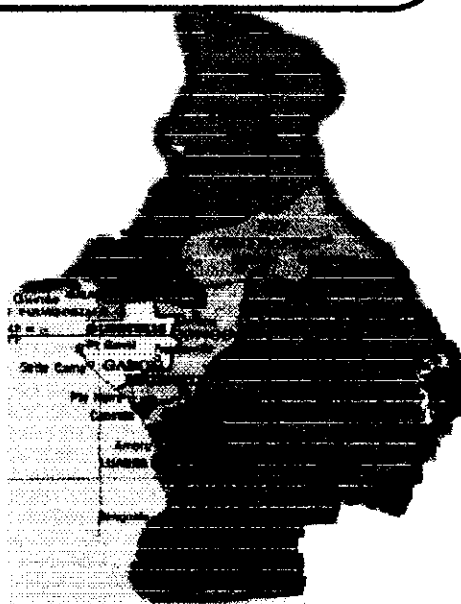
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL  
POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

**PLEASE RETURN  
TO  
ECA LIBRARY**

## **REDYNAMISER L'INTEGRATION EN AFRIQUE CENTRALE**

***CADRE STRATEGIQUE POUR L'INTEGRATION  
ET LA COOPERATION REGIONALES EN AFRIQUE CENTRALE***



32176

ECA/SRDC-CA/TC/98/04

**REDYNAMISER L'INTEGRATION REGIONALE EN  
AFRIQUE CENTRALE**

**CADRE STRATEGIQUE POUR L'INTEGRATION  
ET LA COOPERATION  
REGIONALES EN AFRIQUE CENTRALE**



## I. INTRODUCTION

La nécessité de la coopération et de l'intégration régionales en Afrique centrale est une idée ancienne qui remonte à l'aube des indépendances. Elle s'est matérialisée depuis par la création de trois communautés économiques régionales (CER) et de nombreuses organisations intergouvernementales (OIG). Malgré cette multiplication des institutions d'intégration et de coopération régionales, il est aujourd'hui admis que les résultats sont plutôt maigres. Bien plus, la mystique de l'intégration a marqué un recul certain ce qui s'est notamment manifesté par la longue léthargie de la CEEAC, dont les causes sont entre autres la faible traduction par les faits de la volonté politique des Etats.

On constate toutefois un regain d'intérêt ces dernières années, notamment avec la signature du traité instituant la CEMAC (1996) et la décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) de redynamiser leur Communauté décision prise en novembre 1997, en marge de la réunion des ACP tenue à Libreville (Gabon), et confirmée en février 1998, à l'occasion de la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC.

En prenant cette décision, les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC ont voulu donner une impulsion nouvelle au processus de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique Centrale, au regard du retard qu'accuse l'Afrique Centrale en la matière, comparée aux autres régions du Continent.

Ladite décision s'inscrit également dans la logique de la mise en œuvre du Traité d'Abuja, signé par tous les Etats membres de la région. En effet, en cherchant à renforcer la CEEAC, les chefs d'Etat et de Gouvernement contribuent à l'établissement de l'un des piliers de la future Communauté Economique Africaine, comme prescrit dans le Traité d'Abuja et marquent ainsi leur volonté de participer à la mise en place de cette Communauté. Cette mesure revêt une importance certaine surtout que de l'avis général, l'Afrique Centrale peut être un catalyseur ou au contraire une entrave au développement et à la stabilité du continent.

Enfin, elle intervient aussi dans un contexte international caractérisé par la mondialisation et l'émergence et/ou la consolidation concomitante de grands blocs économiques régionaux. Dans un tel contexte, une nouvelle impulsion de l'intégration régionale prend toute son importance au regard du faible poids économique de pays dont certains comptent parmi les moins avancés au monde. Par ailleurs, elle facilite la création d'un espace géoéconomique plus grand permettant à ces pays de faire face collectivement aux défis de la concurrence internationale et de mieux s'insérer dans l'économie mondiale.

Pour soutenir la nouvelle dynamique imprimée par la décision des chefs d'Etat, il est impératif d'élaborer un cadre stratégique qui non seulement tire les enseignements des insuffisances du passé, mais également précise les options stratégiques pour une nouvelle impulsion, prenant en compte, les attentes pressantes des acteurs et bénéficiaires du processus telles que formulées lors des contacts de la mission circulaire de redynamisation de l'intégration et la coopération régionales en Afrique centrale et de relance de la CEEAC.

## **II. LES ENSEIGNEMENTS DES INSUFFISANCES DU PASSE**

L'examen des structures institutionnelles ainsi que des résultats des expériences passées révèle les faiblesses examinées ci-après.

### **II.1. La contradiction entre la volonté politique exprimée et la faible mise en œuvre de l'intégration**

On note une prolifération des institutions d'intégration et de coopération régionales dans la région, ainsi que de nombreuses intentions proclamées quant au renforcement de l'intégration notamment à travers des résolutions ou déclarations adoptées, mais très peu de progrès quant au processus d'intégration. A cet égard on peut observer la longue léthargie de la CEEAC due notamment au non-respect par les Etats membres de leurs obligations financières vis-à-vis de l'institution et de la faible traduction en actes des résolutions des organes de décision de la communauté ; le retard prolongé dans la ratification du Traité de la CEMAC ; la non-application du protocole sur la libre circulation des personnes, biens et sur le droit d'établissement ; l'absence d'une réelle solidarité entre Etats leur permettant de prévenir toute atteinte à la sécurité et stabilité internes et/ou de résoudre les conflits éventuels.

### **II.2. La non-implication des populations dans le processus d'intégration**

Dans une large mesure, l'intégration régionale a jusque là été considérée comme une affaire des politiques et des officiels. Ainsi, les programmes d'intégration ont été conçus et mis en œuvre sans une réelle mobilisation des populations autour de leurs enjeux. De plus, en l'absence d'un projet d'intégration clair dans ses motifs et dans sa démarche au niveau régional, il n'était pas aisé de réaliser une telle mobilisation de populations résignées à suivre avec un intérêt marqué en tant qu'africains et/ou opérateurs économiques les avancées de l'intégration dans d'autres régions d'Afrique (CEDEAO, COMESA et SADC), et du Monde (Union Européenne).

### **II.3. Une duplication des activités et des rivalités entre CER**

On observe une similitude au niveau des mandats, objectifs, organes de décisions, programmes et activités des trois CER. En effet,

- Malgré quelques préoccupations spécifiques, elles visent toutes la réalisation d'une intégration économique complète après avoir franchi toutes les étapes du modèle classique de l'intégration (Zone d'échanges préférentiels ; Zone de libre échange ; Union Douanière ; Marché commun ; Union économique) ;
- Elles se sont toutes dotées d'institutions et d'organes de décision comparables (Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ; Conseil des Ministres) et de structures de gestion quasi- similaires (Secrétariat Général ou Exécutif).
- Elles ont entrepris ou envisagent des programmes similaires dans divers domaines : libre circulation des facteurs de production ; commerce, douanes et

fiscalité ; transports et communications ; questions monétaires et financières ; agriculture ; et autres coopérations sectorielles.

Du fait de l'appartenance des Etats membres de deux des trois CER (CEPGL, UDEAC/CEMAC) à la CEEAC qui couvre les onze pays de la région, et de l'absence d'un cadre institutionnel réglementant leurs relations, ces facteurs ne pouvaient qu'aboutir à une duplication des efforts et à des rivalités latentes préjudiciables à une mise en œuvre harmonieuse du processus d'intégration et de coopération régionales.

#### **II.4. Le poids de la pluri-appartenance des pays aux institutions communautaires**

L'appartenance de certains Etats à plusieurs institutions d'intégration régionale pourtant légitime, implique également la coexistence pour un même pays de deux ou plusieurs schémas de libéralisation commerciale et d'unification douanière. A ce problème, l'application de la clause de la nation la plus favorisée pourrait constituer une solution possible.

Toutefois, cette appartenance multiple a conduit à une dispersion des efforts ainsi qu'à des coûts élevés de participation aux institutions communautaires, avec comme conséquence les difficultés pour les pays concernés d'honorer leurs engagements financiers. Ces difficultés sont encore plus lourdes lorsque l'appartenance multiple d'un pays va au-delà des institutions d'intégration de la région (cas du Burundi et du Rwanda qui sont aussi membres de la Cross- Border Initiative et de la Commun Market of Eastern and Southern Africa (COMESA) ; du Congo Démocratique qui depuis juin 1998 a adhéré à la Southern African Development Community (SADC).

En outre, elles posent le problème fondamental de la détermination et de la définition de l'Afrique Centrale en tant qu'entité géographique, ainsi que de l'émergence d'une identité régionale et de l'engagement irréversible des pays dans le processus d'intégration.

De façon complémentaire, l'Afrique Centrale manque d'un Etat ou de plusieurs Etats leaders (meneurs de jeu) qui servent de locomotive dans l'intégration et la coopération régionales comme c'est le cas de l'Allemagne et de la France pour l'Union Européenne ; de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal pour l'UEMOA ; de la Côte d'Ivoire et du Nigeria quant à la CEDEAO ; de l'Afrique du Sud pour la SADC, et du Zimbabwe pour la COMESA.

Il est à noter que ce leadership ne devrait comporter aucune connotation d'hégémonie mais devrait être la matérialisation même de l'esprit de solidarité régionale.

#### **II.5. La répartition des coûts et avantages de l'intégration régionale**

Cette question qui préoccupe la plupart des pays de la région résulte de la mise en œuvre des schémas de libéralisation commerciale et du développement des échanges des produits originaires. Les difficultés sont perceptibles à travers les attentes non satisfaites de certains Etats quant à leur participation aux institutions d'intégration régionale. Ainsi, les pays considérés comme « petits » s'interrogent en permanence sur les avantages qu'ils tirent de leur participation aux institutions communautaires et se plaignent de la boulimie des pays dits « grands » dans le partage des gains de l'intégration régionale.

## II. 6. Faible intégration des marchés

Cette faiblesse de l'intégration des marchés se manifeste d'abord par la faiblesse du commerce intra- communautaire. Dans ce domaine, toutes les évaluations statistiques sont unanimes pour souligner que ce commerce est non seulement faible, mais aussi décroissant. En ce qui concerne la Zone UDEAC/CEMAC par exemple, comme le souligne une étude prospective de la Banque Mondiale (1989, p. 179), "bien que les pays membres de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale aient une monnaie convertible, le FCFA, les échanges à l'intérieur du groupe ont fléchi alors que les échanges avec les pays tiers ont augmenté. Par ailleurs, du fait de la faible opérationnalité de la défunte Chambre de compensation de la CEEAC, la multiplicité des monnaies constitue un facteur supplémentaire de limitation des échanges officiels entre les pays de la région.

Elle se manifeste aussi par l'absence d'intégration des marchés des facteurs. Par exemple :

- La convention commune sur la libre circulation des personnes et le droit d'établissement signé en décembre 1972 par les pays de l'UDEAC (les mêmes que ceux de la CEMAC) fournissait les bases juridiques de la mobilité du facteur travail. Mais l'on peut observer que certains pays sont hantés par le syndrome de l'envahissement et que les législations nationales (visa d'entrée, visa du ministère du travail pour les contrats, permis de séjour, etc), apportent des limitations importantes à la liberté de contracter en matière de travail. Le problème de la mobilité de la main d'œuvre dans l'UDEAC/CEMAC s'est particulièrement aggravé avec la montée des difficultés économiques au regard de l'importance des mouvements migratoires vers certains pays membres. Les membres de la CEPGL ont signé en décembre 1985 la Convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et sur le droit d'établissement. Mais comme le reconnaît son Secrétaire Exécutif, l'aspect droit d'établissement n'a pas été facile à digérer par le Burundi et la République Démocratique du Congo pour des raisons d'exigences sociales et de sécurité.
- Au niveau de la CEEAC, les avancées sont encore très minces malgré la décision relative à la libre circulation des opérateurs économiques, des chercheurs, des étudiants et des officiels des Etats membres. , etc.

De même cette faiblesse se manifeste par l'absence d'intégration financière illustrée par l'inexistence d'un marché sous-régional des capitaux (bourses des valeurs). A ce propos, le projet de marché financier sous-régional dans le cadre de la CEMAC tarde à voir le jour. De plus, les institutions sous-régionales de financement destinées à suppléer à la modicité des moyens financiers dans la région et à mobiliser des ressources en vue du financement de projets multinationaux et d'intégration régionale ( Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale installée à Brazzaville et Banque de Développement des Etats des Grands Lacs installée à Goma ) éprouvent des difficultés pour remplir leur mission d'appui aux projets communautaires et de réduction des disparités économiques régionales<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les deux institutions sont actuellement fermées suite aux conflits au Congo- Brazza et en RDC.

## **II.7. Une incertitude quant à l'approche de l'intégration ( intégration par la production ou par le marché ?)**

Depuis les premiers efforts visant à l'intégration de la région, l'approche adoptée a oscillé entre l'intégration par le marché et l'intégration par la production. Ces deux voies comportent des incertitudes dans le contexte africain en général et de l'Afrique centrale en particulier.

Au niveau de l'intégration par les marchés on note de la part de certains pays, des tergiversations liées à la perte des recettes budgétaires due à la libéralisation des échanges intracommunautaires et des inquiétudes quant au blocage de leur industrialisation. Par ailleurs, la non-concrétisation de la libéralisation commerciale dans le cadre de la CEEAC a, comme l'ont révélé les contacts de la mission circulaire, étouffé dans l'œuf des initiatives privées pourtant prometteuses pour le développement de la production et des échanges.

Pour ce qui est de l'intégration par la production, les incertitudes sont perçues à quatre niveaux au moins :

- La tentative de répartition des projets industriels, réalisée en 1973 et 1975, n'a connu aucun début de réalisation. Bien au contraire, on a vu naître ici et là des réalisations ou projets concurrentiels (cas de l'industrie de la pâte à papier) ;
- Le Plan Directeur d'Industrialisation de la CEEAC a certes été élaboré. Mais, quelle opérationnalité peut-on lui attribuer au regard du caractère encore nationaliste des politiques industrielles ?
- La stratégie d'industrialisation par substitution d'importations qui sous-tend l'intégration par la production apparaît de plus en plus en recul dans les théories et politiques de développement ; et,
- La marginalisation du secteur privé : Il est de plus en plus admis que le rôle dominant que jouent les Etats dans la mise en œuvre de l'intégration conduit à marginaliser le secteur privé et à se priver ainsi des potentialités qu'il recèle.

## **II.8. Extraversion et dépendance des économies nationales vis à vis de l'extérieur**

Depuis l'époque coloniale, et malgré les intentions proclamées des pays de renforcer l'intégration régionale, les structures de production et d'échanges sont restées quasi-immuables, c'est à dire essentiellement orientées vers l'approvisionnement des économies occidentales en matières premières. Une telle situation a laissé très peu de possibilités aux échanges intra-régionaux.

Cette extraversion commerciale est pour les pays de la Zone Franc renforcée par une dépendance monétaire à travers les mécanismes de coopération monétaire franco-africaine conférant à la France un rôle primordial ainsi qu'un droit de regard dans la conduite de la politique monétaire et dans les relations monétaires internationales des pays concernés. Cette dépendance non seulement prive les pays de la zone BEAC de la maîtrise d'un levier important de la conduite de leur politique économique, mais également est perçue comme une difficulté supplémentaire par les pays de la région non-membres de cette zone comme l'Angola, le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Rwanda et Sao-Tomé et Principe.

## II.9. Faiblesse des infrastructures de transports et communications

Plus qu'ailleurs sur le continent, les Etats d'Afrique Centrale souffrent des barrières intra-régionales. Par exemple, on ne trouve pas de cas de relations ferroviaires inter -Etats comme celles qui prévalent en Afrique de l'Ouest entre le Sénégal et le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso ou en Afrique Australe entre la Namibie, la République Sud-africaine, le Zimbabwe et le Mozambique ou encore entre la Zambie, la RDC et l'Angola.

Bien au contraire l'embryon de « voie fédérale » conçue par le colonisateur pour joindre Pointe-Noire à N'djaména en passant par Bangui (CFCO) a depuis longtemps perdu sa vocation régionale avec le retrait du Gabon de la COMILOG autrefois entreprise conjointe Congo-Gabon.

Comme conséquence, des pays enclavés comme le Burundi, la République Centrafricaine, le Rwanda, et le Tchad éprouvent d'énormes difficultés pour l'expansion de leurs exportations vers l'espace régional ainsi que pour leurs approvisionnements.

Les faiblesses dans le domaine des communications se manifestent également par l'insuffisance et l'inefficacité des réseaux postaux et de télécommunications de la sous-région, l'absence ou l'insuffisance des possibilités d'écouter ou de suivre la radio et les télévisions des pays voisins, le cas de la station de radio Africa N° 1 installée au Gabon faisant exception à cet égard.

Ces insuffisances au plan régional sont renforcées par la faiblesse des infrastructures de transports et communications au plan national.

## II.10. Adversité de l'environnement international : le poids de la dette extérieure

Les efforts des pays de la région d'intensifier leur coopération sont également affectés par le service d'une dette extérieure de plus en plus insupportable. En effet, les données sur la dette extérieure des pays de la région montrent qu'elles représentent une forte hypothèque pour la richesse nationale en même temps qu'elle exerce une pression sur les recettes d'exportation des pays.

Tableau : Ratio Service de la DETTE/EXPORTATIONS (en %)

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	Moyenne 1990 à 1995
Pays							
Angola							
Burundi	43,6	31	35,9	36	25,2	48,3	36,67
Cameroun	19,3	15,6	15,4	19,9	16,5	16,8	17,25
Centrafrique	13,6	8,4	8,4	4,9	12,5	6,3	9,02
Congo	35,3	24,5	12,9	10,8	51,5	11,4	24,4
Gabon	6,3	11,9	16,2	6	10,4	13,2	10,67
Guinée Equatoriale	11,2	8,8	5,2	2	3,1	1,8	5,35
Rép. Dém. Congo	15,1					4,4	9,75
Rwanda	13,8	17,3	20,1	1871	12,5	8,5	15,15
Sao Tomé et Príncipe	33,8	17,7	24,3	21,8	22,1	19,1	23,13
Tchad	4,4	4,6	5	7,2	8,1	4,6	5,65

Sources : World Bank, World Debt Tables 1, Vol 2, 1996.



Cette préoccupation liée à l'endettement relègue au second plan les engagements pris dans le cadre régional, notamment les obligations financières envers les institutions d'intégration et de coopération régionales.

Plus fondamentalement, avec la complicité des pourvoyeurs des fonds, les pays se sont endettés pour financer entre autres des projets dont la rentabilité était douteuse et gérés de manière hasardeuse (éléphants blancs). Actuellement, la presque totalité des entreprises créées dans ces conditions sont bradées dans les programmes de privatisation des pays alors que le remboursement des dettes contractées continue. Cette situation pose donc le problème de partage de responsabilités entre créanciers et débiteurs dans les solutions à la crise de la dette africaine.

#### **II.11. Absence marquée de l'Afrique centrale dans la diplomatie de l'intégration régionale et internationale**

Comme l'ont fait observer certains officiels rencontrés lors de la mission circulaire l'image et les intérêts de l'Afrique centrale en tant qu'entité ne sont pas suffisamment défendus sur le plan international. Certains partenaires au développement classent les pays de cette région tantôt en Afrique occidentale, tantôt en Afrique orientale. Une telle situation non seulement ne permet pas à la région de faire prévaloir ses positions mais également lui fait perdre les possibilités de développer des partenariats profitables.

### **III. LES OPTIONS STRATEGIQUES POUR UNE NOUVELLE IMPULSION DE L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES**

A la lumière des expériences passées, des contacts et échanges lors de la mission circulaire, le scepticisme apparaît grandissant vis-à-vis de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique centrale. Cependant, un sursaut semble se manifester pour relever le défi comme en témoignent les décisions des derniers sommets des chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC et de l'UDEAC/CEMAC à Libreville et le soulignent quelques hommes politiques de la région.

Ainsi pour le Président Bongo, l'intégration régionale pour les pays d'Afrique n'est pas la constitution d'un grand marché pour les pays étrangers mais plutôt la mise en commun des expériences et des moyens pour l'épanouissement des populations de la région et cela exige qu'on donne du temps au temps.

Pour le Président Sassou, les événements qui se succèdent partout dans le monde confirment chaque jour davantage que l'intégration régionale et sous-régionale, voire continentale en Afrique, est un moteur de développement pour les pays.

Pour le Ministre d'Etat Congolais Paul Kaya, l'intégration régionale est un puissant moyen pour affronter les défis de la mondialisation.

De plus, comme l'a montré une récente intervention du Secrétaire d'Etat camerounais

aux Investissements Publics et à l'Aménagement du Territoire<sup>1</sup>, les enjeux d'une nouvelle dynamique de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique centrale sont de taille car, il s'agit de mettre en place un espace concourant à réaliser au moins cinq objectifs :

- Espace de solidarité pour un développement harmonieux des Etats- membres ;
- Espace d'échanges préférentiels ;
- Espace accueillant pour l'investissement ;
- Espace de croissance durable ; et
- Espace d'intégration humaine .

Toutes ces déclarations ainsi que les réactions de certains acteurs et bénéficiaires de l'intégration rencontrés lors de la mission circulaire, reflètent une prise de conscience plus grande des enjeux de l'intégration, en même temps que la nécessité d'adopter de nouvelles perspectives pour l'avenir. A cet égard, il est impérieux d'élaborer un cadre stratégique qui reflète la nouvelle ambition et la nouvelle vision des pays et précise les conditions de réussite et les modalités d'une redynamisation de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique centrale.

### **III.1. La nouvelle ambition de la région de l'Afrique centrale**

A l'aube du troisième millénaire, la région de l'Afrique centrale veut :

- Redevenir une région de paix et de stabilité ;
- Devenir une région économiquement prospère, avec une croissance économique endogène et rapide grâce à une mise en exploitation rationnelle et une plus grande transformation locale de ses ressources naturelles, la bonne gouvernance, une participation accrue du secteur privé, notamment des Petites et moyennes industries/ Petites et moyennes entreprises régionales ;
- Constituer un moteur et jouer un rôle de premier plan pour le développement économique et l'intégration de l'Afrique. La volonté de la région Afrique centrale, reconnue comme la plus riche du monde est de mettre sa puissance au service de toute l'Afrique pour l'aider à rattraper son retard de développement ;
- S'imposer comme un partenaire respectable et incontournable sur l'échiquier africain et international. Au regard de l'intérêt grandissant de certaines grandes puissances qui luttent par personnes interposées pour le contrôle des immenses richesses de la région, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour libérer et mobiliser les énergies, imaginer de nouvelles formes de coopération internationale ;
- Restaurer ses valeurs sociales et culturelles, utiles pour son développement humain durable ainsi que pour la restauration de la dignité de l'africain.

<sup>1</sup> Discours d'ouverture de la Conférence du CDSR-AC sur « les enjeux de l'intégration régionale et de la coopération sous-régionale en Afrique Centrale » Yaoundé 11 septembre 1998

### **III.2. La vision commune de l'intégration et de la coopération régionales**

Dans la perspective de la nouvelle impulsion de l'intégration et de la coopération régionales, les pays de l'Afrique centrale considèrent celles-ci comme des moyens pour restructurer les investissements et la production, obtenir une plus grande participation du secteur privé à l'intégration et au développement, promouvoir une politique de plein emploi, garantir la sécurité des investissements et mettre en œuvre une diplomatie de l'intégration.

#### **III.2.1. Restructuration des investissements et de la production**

En vue de modifier en faveur des pays en développement les rapports inégaux actuels sur le plan international, il est impératif de restructurer les investissements et la production afin de permettre une plus grande participation des intérêts africains et une plus grande transformation des matières premières sur place au sein d'industries de dimension régionale capable d'affronter la concurrence internationale. A titre d'exemple, les privatisations en cours, bien que destinées à atteindre une plus grande efficacité des entreprises, devraient, dans une optique stratégique, réserver un pourcentage des parts (51%) aux intérêts nationaux ou régionaux. Dans cette optique, pour réaliser une plus grande valeur ajoutée dans la région, l'ambition devrait être la transformation au pourcentage le plus élevé possible de matières premières comme le bois ou le pétrole, secteurs actuellement dominés par les multinationales d'origine étrangère.

Cet objectif d'une restructuration des investissements et de la production de prime abord ambitieux est réaliste et réalisable à la condition d'une harmonisation et d'une unification des politiques industrielles dans le cadre régional. Elle constitue également un moyen sûr d'acquisition et de maîtrise des technologies étrangères. Cette restructuration des investissements permettrait aux pays de la région de mettre effectivement en commun leurs moyens, potentialités et volontés, de réaliser des économies d'échelle dans l'exploitation des immenses ressources de la région pour un développement durable et collectif. De plus, elle permet l'élimination des entraves aux échanges commerciaux ainsi qu'à la libre circulation des facteurs de production.

#### **III.2.2. Promotion d'une plus grande participation du secteur privé**

La promotion souhaitée des investissements dans la région passe par celle des secteurs privés nationaux, régionaux et expatriés entre lesquels un partenariat respectable devrait être noué dans le cadre d'une confiance mutuelle. Pour y parvenir, les pays de la région devraient favoriser un environnement propice en mettant en place des mécanismes de protection et de garantie des investissements. Une telle évolution créerait les conditions pour libérer les énergies et mobiliser des ressources endogènes susceptibles d'impulser l'intégration physique (construction de routes communautaires).

#### **III.2.3. Promotion d'une politique de plein emploi**

Comme la mission circulaire a pu s'en rendre compte lors des consultations, une carence notoire des politiques économiques nationales et régionales est l'absence d'un volet explicite relatif à l'emploi. Et pourtant, l'expérience des autres régions du monde (Union Européenne par exemple) révèlent qu'il s'agit là de l'enjeu essentiel du développement

national comme de l'intégration régionale. C'est pourquoi, la mission essentielle de la redynamisation de l'intégration régionale en Afrique centrale devrait être, à travers une industrialisation plus poussée de la région, de générer des emplois par lesquels les cent millions d'habitants deviendraient des consommateurs en participant à la production et à la répartition de la richesse. Dans cette optique le secteur privé de la région peut jouer un rôle essentiel de promotion d'emplois à condition qu'un environnement favorable lui soit créé.

#### **III.2.4. Mise en place d'une diplomatie de l'intégration régionale et internationale**

Lors des consultations de la mission circulaire avec les acteurs et bénéficiaires de l'intégration régionale, il a été constaté pour le déplorer, l'absence de la région Afrique centrale en tant qu'entité dans les fora importants, au niveau africain et mondial. Il en est résulté des effets négatifs quant à l'image et aux intérêts de la région.

La redynamisation de l'intégration régionale et la CEEAC rénovée devraient renverser cette tendance en mettant en place une diplomatie agressive de l'intégration régionale et internationale permettant de développer et d'utiliser des capacités de négociation collective. Une telle diplomatie devrait permettre une redéfinition des relations de coopération entre l'Afrique et le reste du monde sur des bases plus transparentes et plus équitables. Cette diplomatie devrait également favoriser l'intégration des économies africaines entre elles. En outre, elle devrait permettre notamment de négocier sur le plan international une plus grande transformation des matières premières sur place, la transition de la politique d'assistance vers celle de partenariats mutuellement avantageux et équitables, la réduction et l'annulation du poids de la dette extérieure.

#### **III.2.5. Autres éléments de la vision commune**

Dans la nouvelle perspective, l'intégration et la coopération régionale serait également le moyen de :

- Promouvoir une identité régionale et l'institution d'une citoyenneté régionale permettant à tout ressortissant de circuler, d'entreprendre et de s'établir sans restriction ni discrimination ;
- Créer un espace d'intérêts communs et de solidarité politique, économique et humaine grâce auquel la stabilité des institutions, la paix pour les populations et la sécurité des investissements locaux et étrangers peuvent être maintenues.
- Mettre en synergie des objectifs de développement régionaux et internationaux en vue de réaliser la croissance économique et le développement durable de la région ;
- Acquérir les nouvelles techniques et technologies d'information et de communication afin de les intégrer dans les programmes et plans de développement national et régional et de renforcer leur compétitivité individuelle et collective ;

### **III.3. LES CONDITIONS GENERALES DE REUSSITE D'UNE NOUVELLE IMPULSION**

D'une manière générale, il est admis que les stratégies d'intégration régionale relèvent d'une approche régionale volontariste et à long terme ( Lavergne 1995). Cette perception très partagée dans la région amène donc à esquisser les contours d'une nouvelle impulsion de l'intégration en Afrique Centrale, et de ce fait à poser quelques pré-requis susceptibles de donner des chances supplémentaires de succès pour cette entreprise.

#### **III.3.1 Préciser les domaines respectifs de la coopération et de l'intégration**

On a pu se rendre compte pour les trois CER d'Afrique Centrale, comme du reste dans les autres régions du continent, de la difficulté de mise en œuvre du processus classique qui part de la libéralisation commerciale intra-communautaire à l'intégration complète. Les schémas de libéralisation sont remis en cause par les politiques nationales, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement gelés.

Mais comme le révèlent les politiques et programmes ainsi que les résultats de l'expérience passée en Afrique Centrale et ailleurs, la coopération régionale est susceptible de créer plus aisément les conditions permissives d'une intégration régionale qui reste une perspective de moyen ou long terme.

Ainsi en même temps qu'on rationalise les instruments et les mécanismes permettant la libéralisation commerciale intra-régionale, des domaines-clés d'harmonisation et de coordination peuvent être identifiés et des actions hardies entreprises. On peut citer à titre d'illustration la coopération politique et le règlement des conflits (exemple de l'ECOMOG)<sup>1</sup>, les infrastructures, l'énergie (exploitation sur une base régionale du potentiel hydroélectrique de la RDC), l'environnement, la stabilité macro-économique etc...

En somme, des efforts de coopération sectorielle bien ciblés peuvent constituer des conditions préalables ou permissives pour la réalisation d'un marché commun régional.

#### **III.3.2. Adopter une approche pragmatique, progressive, agressive et globale**

Parce que l'intégration régionale implique des mouvements alternés de déstructuration et de restructuration, il importe de permettre aux peuples et aux nations de procéder sans heurts, aux adaptations souhaitables.

Ceci implique :

- Avancer parallèlement dans tous les domaines ;
- Tirer les leçons des difficultés et échecs de la libéralisation commerciale et sortir si nécessaire de la démarche classique de l'intégration tel que reflété dans les étapes théoriques ; et,
- Encourager deux ou plusieurs pays à coopérer ou à poursuivre une démarche intégrative dès lors qu'ils ont des intérêts réciproques.

<sup>1</sup> ECOMOG. Economic Community of West African States Cease-Fire Monitoring Group.

### **III.3.3. Entreprendre des actions volontaristes et décisives dans le domaine des transports et communications**

En Afrique Centrale plus qu'ailleurs, l'impératif de développement des infrastructures de transports et communications est pressant si l'on veut réaliser les conditions minimales pour un éventuel développement des échanges intra-régionaux. C'est en effet l'une des régions où très peu d'efforts ont été réalisés pour lever les entraves naturelles à la libre circulation des personnes, des biens et services. A cet égard l'expérience de la SADC est source de leçons car cette CER a dès le départ accordé la priorité aux infrastructures. En considérant les projets régionaux et sous-régionaux actuellement envisagés dans le domaine des télécommunications, il est urgent d'accélérer les plans d'interconnexion des réseaux satellitaires (cas de l'UDEAC/CEMAC) ou d'interconnexion de voisinage (Tchad-Cameroun-Nigeria ; Centrafrique-Tchad-Cameroun).

### **III.3.4. Accorder une plus grande importance à la supranationalité dans les domaines essentiels**

La coopération sous-régionale, puis l'intégration régionale résultent certainement d'une démarche méthodique et progressive. Mais on ne saurait s'abriter derrière cette progressivité pour ignorer les deux exigences essentielles d'une démarche intégratrice : l'abandon de souveraineté et la coordination efficace des politiques économiques. En effet, comme mentionné dans la littérature et confirmé lors des consultations, les avantages qui pourraient être tirés d'un accroissement du marché risquent de ne pas se matérialiser si les économies qui se sont associées ne coordonnent pas effectivement leurs politiques, ne produisent pas à pleine capacité, réduisent leurs investissements et aboutissent ainsi individuellement ou collectivement à une croissance moins rapide. Pour que les pays du groupe bénéficient de la nouvelle situation, chacun doit être prêt dès l'origine à accepter des restrictions importantes de souveraineté en matière économique. Tel est le prix des avantages qu'ils pourront recueillir.

### **III.3.5. Prendre en compte le contenu et les implications du protocole sur les relations entre l'AEC et les CER**

On sait qu'au terme de l'Article 6 al. 2 (a) du Traité d'Abuja, la première étape de la mise en place de l'AEC est le renforcement des CER existantes et la création de nouvelles là où il n'en existe pas. Cette première phase devrait s'achever en 1999.

Après l'entrée en vigueur du Traité de la Communauté Economique Africaine (mai 1994), l'une des premières décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a été l'adoption du Protocole sur les Relations entre la Communauté Economique Africaine et les Communautés Economiques Régionales. Il s'agit d'un cadre institutionnel impliquant non seulement un soutien réciproque entre l'AEC et les CER, mais aussi recommandant au niveau régional une harmonisation des objectifs, et une coordination des politiques et programmes des structures communautaires.

EN effet, au terme des articles 6 par. 2. Al (a) à (d) et 88 du Traité d'Abuja comme des dispositions du protocole, les CER et l'AEC doivent être considérées comme solidaires autant dans le renforcement de l'intégration régionale que dans la réalisation du Marché Commun Africain, prélude à la Communauté Economique Africaine.

Par ailleurs, la Communauté s'engage à renforcer les CER par son appui technique et financier (Article 12 du protocole), de même que les CER s'engagent à « renforcer la coordination et la coopération entre elles pour la réalisation des objectifs de la Communauté » (Article 18 du protocole). Ces dispositions du Protocole impliquent donc des aménagements institutionnels nécessaires non seulement pour rationaliser les programmes de coopération et d'intégration en Afrique Centrale, mais également pour « établir un lien ombilical » (Art.5 du protocole) entre la Communauté et les CER.

Le cadre de cette coordination des politiques, mesures, programmes et activités des CER et de la Communauté Economique Africaine est défini au chapitre 2 (Articles 6 à 10) du Protocole. Il prévoit la mise en place d'un Comité de Coordination (Article 7) constitué des responsables au plus haut niveau des CER, de l'AEC, de la BAD et de la CEA et d'un Comité des Fonctionnaires des Secrétariats.

De plus le Protocole précise, dans l'optique de cette coordination, des activités prioritaires de la Communauté et des CER (Chap. 3 et 4) notamment :

- Pour ce qui est de l'AEC, renforcer les communautés économiques existantes, créer des nouvelles là où elles n'existent pas, harmoniser et coordonner les politiques et les mesures adoptées par les CER et les consolider éventuellement dans la perspective du marché commun africain, et
- Quant aux CER, libéralisation du commerce intra communautaire et formation d'unions douanières, intégration sectorielle notamment fondée sur des politiques macro-économiques harmonisées, la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux.

### **III.3.6. Quelques autres conditions**

De façon complémentaire,

- Les initiatives doivent être fortement soutenues par les Etats qui doivent en effet traduire leur volonté politique réaffirmée<sup>1</sup> en un appui plus tangible aux institutions d'intégration régionale ;
- Les pays doivent continuer leurs réformes internes en matière de politique économique ;
- La Communauté internationale doit apporter son soutien à cette nouvelle impulsion, de manière à appuyer une réforme de l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. En effet, malgré le scepticisme de la Communauté internationale vis-à-vis de l'intégration régionale en Afrique, on connaît les velléités de soutien international à ce processus à travers les institutions existantes et opérationnelles. Dans le cadre des relations entre les A.C.P. et l'U.E. le soutien à la coopération et l'intégration régionales est l'un des principaux objectifs affichés de la Convention de Lomé, ce qui s'est traduit par l'institution de programmes indicatifs régionaux. Mais dans la pratique, la performance régionale est reléguée à l'annexe des programmes indicatifs nationaux et les « montants affectés ne le sont que lors de requêtes ponctuelles,

<sup>1</sup> Voir Communiqué Final de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC.

ce qui pourrait conduire à un éparpillement des ressources pour le financement des divers projets régionaux» (Tuho, 1996). En conséquence, l'apport que constitue le soutien extérieur à l'intégration régionale doit être non seulement renforcé mais également mieux rationalisé dans un partenariat faisant intervenir les institutions extérieures, les Etats de la région et les principales organisations régionales et sous-régionales.

- Il importe de procéder à une large diffusion, auprès du public comme des administrations, des enjeux de l'intégration régionale et des actes et décisions communautaires
- Il est également nécessaire d'assurer une mobilisation et participation des acteurs et bénéficiaires de l'intégration, notamment la société civile.

### **III.4 DOMAINES DE CONCENTRATION DE L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES EN AFRIQUE CENTRALE**

Le cadre stratégique envisagé s'efforcera de préciser les objectifs et les missions des institutions d'intégration régionale dans le cadre de la nouvelle impulsion.

Dans cette perspective les quatre domaines suivants ont été identifiés et validés comme préoccupations majeures au niveau de la région.

- L'intégration humaine ;
- Le développement et renforcement des capacités d'analyse, d'initiative, d'action, d'intervention, de négociation et de communication ;
- L'intégration physique, économique et monétaire ; et,
- La paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région de l'Afrique centrale ;

#### **III.4.1 L'intégration humaine**

Dans les approches traditionnelles, l'intégration régionale ignore la dimension sociologique dont l'importance est aujourd'hui indéniable en Afrique. Cette dimension nouvelle suppose à l'intérieur comme au-delà des frontières nationales une communauté d'êtres humains désireux d'échanger et de bâtir un destin commun. Mais dans le passé les populations n'ont pas été suffisamment associées comme principaux acteurs et bénéficiaires de l'intégration régionale. Comment alors réaliser l'Afrique centrale des peuples ?

La réalisation de l'intégration humaine constituera le défi majeur de la redynamisation de l'intégration régionale en Afrique Centrale car il s'agit d'unifier les peuples à l'échelle régionale alors que d'importants efforts restent à faire pour réaliser l'intégration et l'unité au plan national.

La construction de cette communauté de destin résultera certes progressivement de l'intensification des échanges et de l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes et au droit d'établissement. Mais elle sera également le résultat d'une construction délibérée permettant à toutes les composantes de la société de participer pleinement au processus d'intégration. Il s'agit des jeunes, des femmes, des organisations non-gouvernementales et toutes les autres organisations de la société civile.



En effet, face aux séquelles des conflits et de la crise de l'Homme, il est urgent aujourd'hui en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier, de trouver les réponses appropriées autant pour réduire la fracture sociale que pour restaurer les valeurs sociales et culturelles qui dans le passé ont fait du continent un exemple de solidarité humaine et une référence dans ce domaine.

L'intégration humaine permettra ainsi de forger une base culturelle commune nécessaire pour garantir dans le long terme le renforcement et la pérennité de l'intégration économique. Les mécanismes de cette implication de la société civile seront progressivement mis en place. Toutefois une forme possible est la création au niveau régional de forums, de réseaux ou de fédérations des différentes organisations intéressées.

#### **III.4.2. Développement et renforcement des capacités d'analyse, d'initiative, d'action, de négociation et de communication**

Pour que la CEEAC rénovée devienne un partenaire respectable et crédible dans la conduite de l'intégration régionale et dans l'insertion de la sous-région dans l'AEC et dans l'économie mondiale, il importe de développer ou de renforcer les capacités à divers niveaux.

Il s'agit en premier lieu des capacités d'analyse. L'efficacité des politiques économiques exige aujourd'hui qu'elles soient précédées d'une solide analyse quantitative permettant d'évaluer les implications possibles de divers scénarios. Dans le domaine particulier des politiques d'intégration régionale, l'évaluation des gains et pertes est un préalable indispensable pour permettre aux pays de prendre des décisions avisées et aux institutions régionales d'envisager des mécanismes de compensation des déséquilibres régionaux. L'analyse des accords d'intégration se ferait au niveau national, sous-régional et régional. Elle suppose la maîtrise des instruments modernes d'aide à la décision : banques de bases de données, banques d'instruments d'analyse (modèles uni-pays, modèles multi-pays et modèles sectoriels). Le renforcement des capacités d'analyse se ferait également par l'insertion de la CEEAC dans un réseau d'experts en intégration et coopération régionales.

Il s'agit ensuite des capacités d'initiative et d'action. L'environnement national, sous-régional, régional ou international est aujourd'hui profondément instable. Il est fait d'une succession de défis et d'opportunités. Pour faire face aux premiers comme pour saisir les secondes, il est nécessaire de développer une capacité d'initiative et d'action, ce qui a cruellement fait défaut jusque là aux institutions d'intégration régionale. De même, de nombreux pays africains se contentent d'une adaptation passive aux chocs exogènes et à certaines modifications de l'environnement international (maladie de la vache folle, avènement de l'Euro, crise de l'endettement international, controverses euro-américaines sur les préférences commerciales en faveur des ACP, etc.).

Il s'agit également des capacités de négociation. En fait, la maîtrise des instruments d'analyse et le développement des capacités d'initiative et d'action devraient tendre à renforcer la capacité des experts décideurs de la région à négocier aux niveaux national, sous-régional, régional et international. Cette capacité de négociation est donc utile non seulement pour développer les institutions d'intégration régionale mais également pour insérer efficacement l'économie de la région dans l'économie mondiale sous divers scénarios (ACP, Uruguay Round, initiatives internationales en faveur des pays en développement, etc.).

Il s'agit enfin des capacités de communication. La mission circulaire a en effet été l'occasion de constater le déficit de communication sur les efforts d'intégration régionale en Afrique en général et sur la CEEAC en particulier. Les enjeux de l'intégration régionale, les objectifs, les programmes et résultats ne semblent pas être correctement perçus par les différentes composantes de la société. Et pourtant, si l'on veut assurer une plus grande participation des acteurs et bénéficiaires de la redynamisation de l'intégration régionale et de la relance de la CEEAC, si l'on veut réaliser un partenariat efficace entre Etat, secteur privé, CER et OIG, si l'on veut garantir le succès des initiatives futures de promotion et de commercialisation des projets communautaires, des actions hardies dans le domaine de la communication sont indispensables pour la CEEAC renouée.

### **III.4.3 L'intégration physique, économique et monétaire**

L'intégration physique, économique et monétaire est traditionnellement réalisée à travers des efforts portant sur le développement du marché régional des facteurs de production, la coopération pour la stabilité macro-économique, l'unification douanière et fiscale et divers domaines de coopération sectorielle.

#### **- Développement du marché sous-régional des facteurs de production**

Pour l'essentiel, les stratégies, politiques et programmes d'intégration régionale en Afrique Centrale, comme dans d'autres régions en développement, ont été décidés par des instances politiques, ce qui a conduit à une marginalisation certaine de secteur privé. Toutefois, le secteur privé surtout d'origine étrangère s'est de fait retrouvé comme un acteur de l'intégration régionale, soit parce que les multinationales adoptent d'emblée des stratégies industrielles ou commerciales à l'échelle régionale, soit parce qu'elles cherchent à tirer bénéfice des politiques et mécanismes mis en place à l'échelle régionale (exemple de la Taxe Unique en UDEAC). Mais ce type d'intégration n'est que la résultante de l'extraversion et de la domination des économies par le capital étranger.

Bien que cet apport extérieur pour le développement et l'intégration régionale demeure utile dans un contexte de mondialisation, le développement du marché sous-régional des facteurs de production implique la coopération pour la création d'un entrepreneuriat national et régional dont les capacités entrepreneuriales et managériales seraient soutenues par un système financier dont le rôle intégrateur serait renforcé (banque régionale de développement, bourse régionale des valeurs mobilières). Ces évolutions souhaitables passent impérativement par la restructuration du cadre des investissements pour faire une plus grande place au secteur privé régional, la réorientation de la politique de coopération industrielle afin de transformer davantage localement les matières premières de la région (bois, pétrole etc...)

Au-delà de ces incertitudes, une option stratégique pour l'intégration et le développement nécessite une redéfinition de l'intégration par la production qui accorde une plus grande place à l'initiative privée sous-régionale, facteur essentiel à une plus grande transformation sur place des matières premières qui en ajoutant une certaine valeur à ces produits élargirait l'assiette fiscale.

- La coopération pour la stabilité macro-économique

Une leçon essentielle des évolutions récentes dans la zone UDEAC/CEMAC est que la recherche de la stabilité macroéconomique à travers la généralisation des programmes d'ajustement structurel a besoin d'être soutenue et coordonnée au niveau régional afin de réaliser une plus grande convergence non seulement au sein de la CEMAC mais également entre cette entité et les autres pays de la région (espace CEEAC).

Cette recherche coordonnée de la stabilité macro-économique porterait sur les politiques monétaires (maîtrise de l'inflation) et budgétaire (maîtrise des déficits publics) ainsi que sur les régimes de changes (réalisation d'une convertibilité intra-régionale des monnaies et stratégies de libéralisation financière internationale).

L'observation faite pour l'Afrique de l'Ouest reste valable ici : « l'union monétaire demeure un atout majeur de la région en matière d'intégration régionale » (Lavergne 1995, p-20) et il est important de souligner l'intérêt des analyses qui «mettent en exergue les avantages de la plus grande stabilité macro-économique qu'apporterait une union monétaire élargie » (p.21). A cet égard, recherche de la stabilité macro-économique et harmonisation des politiques économiques nationales iraient de paire.

- L'unification douanière et fiscale : sortir des chevauchements évidents ou de la résistance de mécanismes caractérisés par une exclusion mutuelle.

Comme observé plus haut, la libéralisation des échanges intra-communautaires et l'unification douanière et fiscale constituent la vocation première des regroupements économiques régionaux et sous-régionaux en Afrique Centrale. Ces aspects devraient également constituer la première priorité de la rationalisation de l'intégration régionale. Car, unifier en priorité chacun des marchés régionaux africains par une uniformisation des mécanismes et instruments des échanges commerciaux supprimerait les incompatibilités et exclusions réciproques (E/CEA/C.M.21/4,1995.P.5)

A cet égard, les dispositions du Traité de la CEEAC étant jusque là restées lettre morte, on pourrait envisager l'harmonisation du dispositif douanier de la CEMAC (Tarif Extérieur Commun et Tarif Préférentiel Généralisé) avec les mécanismes de l'Accord Commercial et de Coopération Douanière de la CEPGL. Il pourrait en résulter dans un premier temps une zone d'échanges préférentiels dans l'espace CEEAC mais principalement fondée sur le TPG de la CEMAC. Par la suite, et en tenant compte des acquis de l'UDEAC/CEMAC et de la CEPGL, un schéma régional de libéralisation des échanges serait adopté en tenant compte des «contraintes industrielles et budgétaires des Etats membres et (de) l'impératif d'un démarrage immédiat(E/CEA/C.M.21/4,1995.P.6)

Une telle évolution dans le cadre de la CEEAC tirerait des leçons utiles de l'expérience du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale (COMESA) où fonctionne un schéma opérationnel de zone d'échanges préférentiels et de désarmement tarifaire progressif, l'objectif d'un taux 0 à l'horizon 2000 paraissant «plus que probable» pour cet espace(CEA, 1996).

- Différents domaines de coopération sectorielle

Les domaines de coopération sectorielle sont nombreux et divers. Mais les efforts épousent les contours des ensembles économiques existants, de telle sorte que l'effet de synergie ne joue pas et certaines duplications sont perceptibles (exemple OCEAC et IRRMT).

C'est pourquoi, la rationalisation des domaines de coopération sectorielle qu'implique le Cadre stratégique exige également que soient examinées les possibilités de complémentarités et de synergie dans chaque secteur entre les trois CER et les autres OIG.

### **III.4.4 La promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région**

Au regard de la montée des conflits en Afrique centrale et tout particulièrement dans le cas récent du conflit en RDC avec l'implication de trois pays de la région (Angola, Rwanda et Tchad), on a observé que les premières initiatives de concertation dans un cadre communautaire sont venues de la zone d'Afrique australe (SADC). Bien que la réunion de Libreville (Date... ?) convoquée par le Président gabonais n'ait été organisée sous les auspices d'aucune communauté économique régionale, elle a permis de comprendre l'urgence de mécanismes de concertation et de résolution pacifique des conflits.

En conséquence, les évolutions socio-politiques récentes et une bonne lecture du Traité de la CEEAC impliquent de considérer dans les domaines de concentration, la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale. Ce domaine de concentration constituerait le meilleur cadre d'expression de la volonté des Etats de coopérer. Car, pour donner une chance d'émergence à une véritable communauté économique régionale, il importe d'établir à brève échéance dans le cadre régional des mécanismes et institutions efficaces susceptibles d'aider à la résolution pacifique des conflits actuels et la prévention d'éventuels foyers de tensions.

Ces mécanismes et institutions comporteraient la double dimension militaire (structure d'intervention) d'une part et politico-diplomatique (cadre de concertation) d'autre part. Sur le plan militaire, en vue de limiter les pertes matérielles comme en vies humaines, il importe de mettre en place une force multinationale régionale pour le règlement des conflits. Les mécanismes envisagés pourraient s'inspirer de l'expérience de l'ECOMOG en Afrique de l'Ouest. Une telle structure est indispensable pour contribuer à stabiliser rapidement les foyers de tensions pendant que se met en œuvre le volet politico-diplomatique.

Sur l'aspect de concertation, la CEEAC rénovée contribuerait à l'émergence d'un consensus politique au plan régional pour la promotion de la bonne gouvernance et pour la lutte contre les dérives non démocratiques ou ethno-politiques au plan interne. Les dispositions générales du Traité relatives aux relations pacifiques entre pays membres pourraient au départ être réaffirmées à travers une déclaration politique (résolution) sur la non-agression, l'assistance mutuelle en cas d'agression, la coopération militaire et la lutte contre la drogue et la grande criminalité.

Pour compléter ce dispositif, et en attendant la mise en place d'un parlement régional un réseau des parlements des pays membres de la CEEAC apparaît comme un rouage complémentaire utile dans les mécanismes de promotion d'une culture de la paix. Il constituerait à cet égard un mécanisme provisoire de consultations systématiques.

En somme, l'intégration régionale peut devenir l'instrument du renforcement de la cohésion nationale et d'une meilleure compréhension entre les hommes et les peuples de l'Afrique centrale.

### **III.5 HARMONISATION DES MANDATS, STRATEGIES ET POLITIQUES DES CER ET DES OIG**

Comment assurer l'harmonie et la synergie entre les différentes CER et OIG de la région ?

Quel est le cadre institutionnel approprié pour garantir la meilleure efficacité à la redynamisation de l'intégration régionale en Afrique centrale et à la relance de la CEEAC ?

Au regard de l'expérience passée, une harmonisation des mandats est nécessaire et implique une redéfinition des champs d'actions de chaque CER et des OIG, l'identification des chefs de file et la conclusion d'alliances stratégiques. Cette harmonisation implique également des innovations institutionnelles.

#### **III.5.1 Chefs de file et alliances stratégiques dans la nouvelle impulsion**

Dans la logique du Protocole sur les relations entre l'AEC et les CER, il importe de rappeler que la CEEAC rénovée devrait jouer un rôle catalyseur et mobilisateur pour l'intégration régionale. Dans cette optique des alliances stratégiques sont nécessaires pour mobiliser les différents acteurs et bénéficiaires, notamment les chambres consulaires, les patronats, les organisations de la société civile, les universités et institutions de recherche, les bureaux d'étude.

A cette fin, la détermination des domaines de concentration devrait résulter d'une concertation entre les trois CER afin de préciser pour chacune d'elle des zones d'intervention, prenant en compte les acquis de chaque communauté, les spécificités de chaque entité géographique et les pôles d'intérêt commun. Il faut donc capitaliser sur les acquis et avancer dans le cadre de partenariats techniques ou stratégiques. En conséquence, en attendant cette répartition concertée des tâches, des directions peuvent être suggérées quant aux alliances stratégiques à développer en rapport avec les domaines prioritaires de l'intégration et de la coopération régionales suivants :

- Rationalisation et unification des instruments de coopération commerciale et fiscale : l'objectif sera, en s'appuyant sur les acquis de l'UDEAC/CEMAC (TPG niveau zéro, TVA ) et de la CEPGL, de réaliser rapidement une zone d'échanges préférentiels et démanteler les restrictions à la libre circulation des biens et des personnes. Pour la réalisation de ce volet, la CEEAC entrerait en alliance stratégique avec la CEMAC qui en serait le chef de file («team leader») pour l'ensemble de la région ;
- Intégration des infrastructures de transports et communications : comme déjà signalé, la désarticulation de l'espace physique sous-régional constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'intégration régionale en Afrique Centrale.

Les défis sont importants et devraient être affrontés au niveau de l'ensemble de la CEEAC ;

- Prévention, Gestion et Résolution des Conflits : Compte tenu de leurs ramifications multiples, les questions de sécurité et de paix pourraient également relever de l'ensemble des Etats de la région c'est-à-dire de la CEEAC ;
- Coordination des politiques macro-économiques : la CEMAC a déjà acquis une certaine expérience dans la recherche coordonnée de la stabilité macro-économique et plus généralement dans l'harmonisation des politiques économiques nationales. En conséquence, comme la démonstration en a été faite dans l'étude sur «le franc CFA et l'intégration économique en Afrique Centrale»( DocECA/SRDC-AC/DB/97/02), l'espace UDEAC/CEMAC devrait se voir confier le rôle prépondérant dans la coordination des politiques macro-économiques en vue du renforcement et de l'élargissement progressif de l'Union Monétaire d'Afrique Centrale ;
- Mobilisation et promotion du secteur privé pour le renforcement de l'intégration régionale. Il y a des indications que le secteur privé est de plus en plus conscient de son rôle dans le processus d'intégration( GICAM, 1997). Ce mouvement pourrait être renforcé non seulement par une organisation autonome du secteur privé (Union des Patronats) mais également dans le cadre des CER, et
- Implication des institutions de formation et de recherche pour la recherche appliquée sur l'intégration régionale et le développement en Afrique centrale. Dans cette optique, sous l'impulsion de la CEEAC rénovée, ces institutions de formation et de recherche devront donner un contenu aux opinions, perceptions, visions et attentes des populations de la région tel que perçues lors de la mission circulaire. Cette recherche appliquée est également essentielle pour rendre la théorie de l'intégration conforme aux réalités du continent tout en tenant compte des implications de la mondialisation.

La répartition concertée des tâches conduirait à la désignation des chefs de files des différents domaines de concentration. Elle conduirait également à des innovations sur le plan institutionnel.

### **III.5.2 Les innovations institutionnelles**

Des innovations institutionnelles sont en effet nécessaires non seulement pour tirer leçon des insuffisances du passé (poids excessif de la Conférence des Chefs d'Etat, rôle controversé de la Commission Consultative dans le processus de prise de décision et dans la dynamique de l'intégration régionale, faiblesse des pouvoirs du Secrétariat Général), mais également pour permettre à la CEEAC rénovée de remplir ses nouvelles missions.

**- Rationalisation des organes de décision et de gestion : Renforcement du pouvoir du Secrétaire Général**

Une redistribution des pouvoirs entre organes délibérants et Secrétariat Général est nécessaire. L'objectif ici est de conférer au Secrétariat Général plus de pouvoirs dans la gestion courante et plus de flexibilité et possibilité d'initiative dans la mise en œuvre d'options stratégiques ou de programmes-budgétaires préalablement arrêtés. De manière complémentaire et comme corollaire de cette redistribution des pouvoirs, une restructuration du Secrétariat Général est nécessaire pour en faire une structure plus réduite, plus flexible, avec des modes de nominations fondées sur la compétition (sous réserve du respect des quotas nationaux).

Cette rationalisation des organes de décisions et de gestion devrait également conduire à terme à l'émergence d'une représentation régionale avec la mise en place d'un parlement régional.

**- Création de représentations de la CEEAC dans chaque pays membre**

Une telle création permettrait le suivi et la promotion des activités de la CEEAC au niveau des pays à l'image de ce que fait l'Union Européenne. Investis d'une mission technico-diplomatique, les fonctionnaires de ces représentations seront de facto des éléments d'un mécanisme de communication destinée à populariser les enjeux de l'intégration ainsi des actes et décisions communautaires.

**- Association des CER et des OIG de l'Afrique centrale**

L'initiative de mise en place d'une association des CER et des OIG de l'Afrique centrale est révélatrice de la prise de conscience de la nécessité d'un mécanisme central de coordination des politiques et programmes d'intégration. En effet, des institutions d'intégration et de coopération régionales de coopération ont pris l'initiative de réfléchir à la création d'un mécanisme de rationalisation et d'intégration de leur programmes et moyens d'action pour la mise en œuvre des projets communautaires en Afrique centrale. A l'instar de ce qui se dessine en Afrique de l'Ouest (Kouyaté, 1998), il est souhaitable de structurer le forum en différentes commissions : Commission des études macro-économiques, Commission des études sectorielles, Commission pour les questions juridiques et institutionnelles.

L'association serait également un cadre dans lequel les OIG pourraient être restructurées sur la base de leur contribution à l'intégration et coopération régionales, et qui amènerait les pays adhérer aux institutions d'intégration régionale, non plus en fonction de considérations subjectives, mais en fonction des coûts et bénéfices de leur participation à ces structures. L'association devrait autant que possible aider à créer des opportunités d'affaires pour les PME/PMI à dimension régionale et s'occuper d'activités importantes sur le plan social, environnemental ou sécuritaire mais dont la rentabilité financière n'est pas avérée. De même cette association sera un cadre pour l'émergence d'une structure appropriée chargée de la gestion des ressources du Golfe de Guinée communes à deux ou plusieurs pays. Cette gestion permettrait ainsi d'enrayer les risques de conflits liés aux enjeux politiques, économiques et financiers de ces richesses.

Par ailleurs, cette association des CER ET OIG constituerait le canal privilégié pour la mise en place d'un système régional d'information permanente basée surtout sur l'utilisation des technologies modernes ( Internet, messagerie électronique).

Une telle structure constituerait un prélude utile pour l'unification institutionnelle et l'harmonisation des calendriers de travail des CER et des OIG dans un cadre dynamique.

#### - **Harmonisation des calendriers de travail des CER et OIG**

Il s'agit d'une exigence de la relance du processus d'intégration en Afrique centrale dont les objectifs sont évidents : réduction du coût de participation aux CER et suppression des duplications d'efforts.

Quant à ses modalités, deux axes principaux peuvent être suggérés : une approche par les projets et une rationalisation des institutions.

En effet, un consensus pourrait être établi entre les différentes CER et OIG pour la réalisation conjointe de projets et activités qui leur sont communs. Cette approche se justifie par la nécessité d'une convergence des politiques de développement dans tous les secteurs économiques en vue de réaliser des objectifs communs aux trois CER et constitue un moyen pour donner progressivement corps aux options du cadre stratégique, notamment celles visant à l'émergence du marché commun de l'Afrique centrale, en tant qu'un des piliers de la future communauté économique africaine.

Comme conséquence de cette harmonisation des calendriers de travail, on pourrait envisager une institution suprême unique dans la sous-région pour les questions d'intégration régionale. Ainsi, les trois CER seraient coiffées au niveau de la CEEAC par un organe suprême unique, la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement des onze pays de l'Afrique Centrale, dont les réunions constitueraient en même l'occasion pour les Chefs d'Etats de l'UDEAC/CEMAC et de la CEPGL de traiter des questions spécifiques aux entités géographiques couvertes par ces deux communautés.

#### - **Forum d'intégration régionale en Afrique centrale**

Afin de faire de la CEEAC en particulier et des institutions d'intégration régionale en général des organismes génératrices de revenus, le forum de l'intégration régionale serait l'occasion de promouvoir et de commercialiser des projets communautaires directement ou indirectement créateurs d'emplois et facteurs de redistribution de revenus.

Le forum pourrait également constituer un canal utile pour la mobilisation de ressources financières devant alimenter les mécanismes de financement autonome des institutions d'intégration régionale et de soutien aux programmes de réduction de la pauvreté, de subvention aux zones défavorisées et d'aide d'urgence dans les cas de conflits et/ou de calamités naturelles.



## - **Réforme du statut du personnel des institutions d'intégration régionale**

En vue de sortir des cloisonnements actuels entre CER et OIG et d'harmoniser les conditions des travailleurs de ces institutions, il importe de créer un corps de fonctionnaires communautaires avec une classification unique et des avantages similaires d'une institution à l'autre. Une telle réforme permettrait une meilleure utilisation des ressources humaines à l'échelle régionale et une plus grande flexibilité dans le fonctionnement des CER et OIG.

Tous ces efforts de rationalisation pourraient s'avérer vains en l'absence de mécanismes appropriés de financement de l'intégration.

### **III.6 Mécanismes de financement autonome de l'intégration et de la coopération régionales**

Comment garantir des ressources financières adéquates et stables pour le financement des institutions d'intégration régionale ?

Il est de plus en plus admis que « l'une des causes majeures (du) piétinement du processus d'intégration en Afrique réside dans la faiblesse et l'irrégularité des moyens financiers mobilisés ( CEA, 1997, P.2) De même, le rapport du Secrétaire Général de la CEEAC au Sommet de Libreville (février 1998) plaçait le non-paiement des contributions parmi les principales causes de la paralysie de la CEEAC.

Face à cette faiblesse quasi-généralisée des CER et OIG en Afrique, **le principe d'un financement autonome** est de plus en plus admis dans les dispositions organiques. A titre d'illustration, l'article 31 de l'additif au Traité de la CEMAC relatif au Système Institutionnel et Juridique parle de « prélèvement automatique », l'article 72 du Traité Révisé de la CEDEAO de « prélèvement communautaire », l'article 82 du Traité d'Abuja de « ressources propres à la Communauté ».

**L'objectif premier d'un financement autonome est d'abord de couvrir le budget de fonctionnement.** Mais dans une perspective stratégique et pour permettre à l'intégration régionale de jouer son rôle de moteur du développement, les objectifs du financement autonome de l'intégration doivent être plus larges et s'intéresser à des aspects comme la compensation des pertes liées à la libéralisation commerciale, la réalisation de projets et programmes communautaires, la correction des disparités de développement.

Fondée sur les principes d'indépendance par rapport aux budgets nationaux, de permanence et d'automaticité, de solidarité et d'équité, la solution généralement envisagée est celle d'une taxe sur les importations en général ou sur certains produits en particulier. L'UDEAC/CEMAC expérimente actuellement un prélèvement communautaire basé sur les bières et tabacs. Une solution comparable était également à l'étude à la CEEAC avant la paralysie de ses activités. L'étude sur cette question mériterait d'être réactivée.

Plus fondamentalement, en tenant compte des nouvelles ambitions de la CEEAC renouvée ainsi que des activités productrices de la région, une fiscalité spécifique sur certains produits (pétrole, bois par exemple) permettrait d'en tirer un meilleur profit pour l'intégration régionale.

**Deuxièmement, le financement autonome devrait permettre à la CEEAC renouvée d'aller au-delà des mécanismes classiques pour devenir génératrice des revenus afin de mettre en place un Fonds de reconstruction et d'assistance spéciale à l'instar des fonds structurels de l'Union Européenne destinés à pallier les disparités régionales et à intervenir en situation d'urgence.**

De plus, au regard des innovations institutionnelles suggérées plus haut, et pour éviter l'alourdissement de la pression fiscale qui résulterait d'une multiplication des mécanismes pour différentes CER et OIG, il est souhaitable d'envisager un prélèvement unique avec une clé de répartition entre ces CER et OIG. C'est également l'une des conditions pour que la CEEAC joue effectivement son nouveau rôle.

#### IV. CONCLUSIONS

Après sept années de léthargie de la CEEAC, le Sommet de Libreville a constitué le déclic pour la redynamisation de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique Centrale. Bien que les résultats passés aient été plutôt modestes, cette redynamisation ainsi que la relance de la CEEAC sont indispensables pour relever les défis de l'heure et permettre aux peuples d'Afrique Centrale de réaliser leurs aspirations de paix, de solidarité et de développement.

Au regard de ces enjeux, il importe :

- de mieux tracer les contours des domaines d'intérêts communs (domaines de concentration),
- de réaliser une meilleure synergie entre les différentes CER et OIG,
- de se donner des institutions renouvées pour une meilleure efficacité, et
- de garantir des ressources financières plus abondantes et plus stables pour supporter le processus.

En conséquence, les conclusions suivantes peuvent être retenues.

- Les domaines de concentration de l'intégration et de la coopération régionales sont plus larges que dans les approches traditionnelles centrées sur l'économie. En plus des différents volets de la coopération sectorielle, quatre domaines ont été identifiés :
  - Intégration humaine ;
  - Renforcement des capacités ;
  - Intégration physique, économique et monétaire.
  - Paix, sécurité et stabilité ;

De manière pragmatique, progressive mais globale, des programmes opérationnels devraient donner un contenu concret à ces différents domaines.

- Pour réaliser une meilleure synergie entre les CER et OIG de la région, il conviendrait de conférer à la CEEAC renouvée le rôle d'organisation stratégique et coordinatrice des efforts d'intégration et de coopération régionales en Afrique Centrale. Elle aurait la responsabilité de conclure des alliances stratégiques et de réaliser un partenariat productif entre Etats, secteur privé, CER, OIG, ONG,

Organisations de la société civile.

- Sur le plan institutionnel, les innovations souhaitables porteraient sur l'accroissement des pouvoirs du Secrétariat Général, l'organisation d'un Sommet unique des Chefs d'Etat de l'Afrique Centrale pour les questions d'intégration régionale, la mise en place d'un Parlement régional.
- Enfin, pour se donner des ressources plus stables pour le financement de l'intégration, les voies de mécanismes autonomes devraient être explorées.

## BIBLIOGRAPHIE

- AEC Newsletter Vol. I, N°3 May-July 1997  
                                     Vol. II, N°1 November 1997-January 1998  
                                     Vol. II, N°3 May-July 1998  
                                     Vol. II, N°4 August-October 1990
  
- African Development Bank (1998) Summary Report of the  
 Regional Seminar on ADB Study of Economic Integration in Southern Africa.  
 Johannesburg.
  
- ASONBANG, W.W. (1997) Towards the rationalization and  
 Harmonization of Intergovernmental Organizations responsible for the  
 Promotion of Subregional Cooperation and Integration in East Africa.  
Development Bulletin N°1 June 1997.
  
- Banque Mondiale (1989) L'Afrique Subsaharienne : de la crise à  
 une croissance durable. Washington DC.
  
- BARBIER, J.P. (1993) L'intégration régionale en Afrique du  
 Centre et de l'Ouest, in Afrique Contemporaine. N°166 2<sup>e</sup> Trimestre 1993.
  
- BEAC (1986) XX<sup>e</sup> Anniversaire Yaoundé.
  
- BOURGUINAT, H. (1968). Les Marchés Communs des Pays en  
 Voie de Développement. Droz.
  
- CE/ACP Courrier Nov-Dec 1993.
  
- CEA (1984) Propositions visant à renforcer l'intégration  
 économique en Afrique de l'Ouest. Addis Abeba
  
- CEA (1996) Rapport Réunion de Concertation Tripartite CEPGL-  
 OBK-ACTT-Opérateurs Economiques/Investisseurs-ONG sur les projets  
 intégrateurs de la sous-région des Grands Lacs. (Document  
 ECA/GSY/MUL/UE/III/27)
  
- CEA (1996) Survey on the rationalization and Harmonisation of  
 economic integration and cooperation programs of the East Africa Subregion.
  
- CEA (Mise en Oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté Economique

Africaine : Progrès Accomplis et Perspectives (E/ECA/CM/21/4).

- CEA-CDSR/AC (1997) Rapport sur les conditions économiques : Causes et conséquences des conflits.
- CEA/MULPOC (1982) Rapport sur l'évolution de l'UDEAC.
- CEDEAO Traité Révisé. Cotonou 1993
- CEEAC (1997) Etude sur un mécanisme de financement autonome du COMESA. Addis Abeba. Rapport Final.
- CEEAC (1998) Rapport SG. II<sup>e</sup> Session Extraordinaire février 1998.
- CEEAC (1998) Situation de la Coopération Commerciale dans la Communauté. III<sup>e</sup> Session Extraordinaire de la Commission Consultative.
- CEEAC (1998) Communiqué final de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement Libreville 1998
- CEEAC. Modalités pratiques d'utilisation de la Chambre de Compensation de la CEEAC.
- CEMAC Textes Organiques
- CEPGL (1986) CEPGL : Dix Ans Après. Kigali
- Club OUA-Cameroun (1997) Rapport Recommandations des deux Mini-Sommets Civils sur les Conflits des Grands Lacs. Yaoundé.
- Conférence Régionale sur la Solidarité et le Développement dans la Région des Grands Lacs : Déclaration de M<sup>me</sup> Thelma AWORI, Administrateur Assistant et Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique. Kinshasa, mai 1998.
- FARGEAS (1996) L'intégration Régionale en Afrique Australe et Orientale. Marchés Tropicaux pp 214-222 du 30 janvier 1998.
- GBETNKOM (1985) La dynamique d'intégration économique par le marché, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle Yaoundé.
- GIRARDIN, H.(1989) La Zone Franc : Histoire et Institutions,

Paris l'Harmattan.

- JACKSON, W. (1996) La marche contrariée vers l'Union Economique. Le Monde Diplomatique.
- JAE du 13 avril au 03 mai 1998 Interview de Lansana KOUYATE.
- LAVERGNE, R. (1995) Intégration et Coopération Régionales en Afrique de l'Ouest. Karthala-CRDI.
- MALU-MALU, MURIEL DEVEY (1998) RDC : Mise en circulation du Franc Congolais sur fond de guerre. Marchés Tropicaux 14 août 1998 pp 1715-1718.
- MATATA, S. (1998) Le rôle de la CEEAC dans le développement de la sous-région des Grands Lacs. Kinshasa.
- NDJIEUNDE, G. (1989) Un statisme des échanges intra-communautaires. Séminaire FFE/Yaoundé.
- NEME, C. (1989) Economie Internationale, Paris Litec.
- OCDE (1969) Intégration Economique entre Pays en développement, Paris.
- POUGOUE, P. G. (1989) Problèmes liés à la mobilité de la main d'œuvre dans l'UDEAC, Communication au séminaire FFE/CCIM.
- RWE GASIRA, D.G. Economic Cooperation and Integration in Africa. Experiences, Challenges and opportunities. In...
- Sommet des Chefs d'Etat sur « la Solidarité et le Développement dans la sous-région des Grands Lacs » Kinshasa 12-15 mai 1998. Rapport de la Commission Technique.
- TUHO, C.V. (1996) L'Afrique de l'Ouest et l'avenir des relations entre les pays -ACP et l'Union Européenne, Bonn, FFE.
- UDEAC. La marche vers l'intégration économique. Publication du Secrétariat Général de l'UDEAC.